

Séance du 9 juillet 2018

Nombre de membres :

En exercice : 29

Présents : 21

Pouvoirs : 03

Date de la convocation :

Lundi 02 juillet 2018

N° 2018 / 32

Objet de la délibération :

AMENAGEMENT

**Approbation  
du bilan de la concertation  
préalable concernant la  
création de la ZAC de Sainte  
Catherine Marqueval**

L'an deux mille dix-huit, le 9 juillet à dix-neuf heures, le Conseil Municipal dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire, sous la Présidence de Jacques ADGE, Maire.

**PRESENTS** : Jacques ADGE, Yolande PUGLISI, Ghislain NATTA, Florence SANCHEZ, Serge CUCULIERE, Danielle BOURDEAUX, Pascal GIUGLEUR, Arlette RAJA, Jésus VALTIERRA, Jeanne TABARIES, Jean-Louis LAFON, Michel BERNABEU, Jean-Claude PAGNIER, Marianne ARRIGO, Isabelle BAINÉE, Terry ADGE, Paula SERRANO, Jacques LLORCA, Gilles FOUGA, Delphine REXOVICE, Danièle NESPOULOUS

**Etaient absents excusés avec procuration :**

Nathalie CHAUVET a donné procuration à Jacques ADGE

Sonia REBOUL a donné procuration à Arlette RAJA

Pierre CAZENOVE a donné procuration à Jacques LLORCA

**Absents excusés** : Isabelle ALIBERT, Stanislas THIRY, Bernadette FERRAILOLO, Christian BEIGBEDER, Sylvie BERTHOMIEU.

Monsieur CUCULIERE, rapporteur, expose au Conseil Municipal:

Par délibération du 5 février 2018, le conseil municipal a approuvé les objectifs d'aménagement du secteur SAINTE-CATHERINE-MARQUEVAL ainsi que les modalités d'une concertation préalable à la création d'une zone d'aménagement concerté.

Il appartient au conseil municipal d'arrêter le bilan de la concertation ci-joint en application de l'article L 103-6 du Code de l'urbanisme.

Le Conseil Municipal,  
après en avoir délibéré et à **LA MAJORITE** des membres présents,  
**(Abstention : Fougas)**

VU le code de l'urbanisme et notamment son article L 103-6.

VU la délibération n° 2018/04 du 5 février 2018.

VU le bilan de la concertation ci-joint.

**DECIDE**

**ARRETE** le bilan de la concertation tel qu'annexé à la présente.

**DECIDE** que le bilan de la concertation sera joint à tout dossier d'enquête publique réalisé en application du chapitre III du titre II du livre 1<sup>er</sup> du Code de l'environnement.

**PRECISE** que la présente délibération sera transmise au représentant de l'Etat et affichée en mairie pendant un mois.

Fait et délibéré les 9 jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme

A POUSSAN

Le Maire,

Jacques ADGE

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans le délai de deux mois à compter de sa transmission auprès du représentant de l'Etat et de sa publication.